



CCI SEINE-ET-MARNE

**TRAVAUX DE REDUCTION DES CONSOMMATIONS
D'ENERGIE DANS LE CADRE DE L'OBJECTIF 2030 DU
DECRET TERTIAIRE POUR LES BATIMENTS DU SITE
D'AVON DE LA CCI SEINE-ET-MARNE**

- ISOLATION DES PLANCHERS BAS -

N° 2025/MAPA/13

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

C.C.A.P.

Le présent document comprend 30 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – MAÎTRE D’OUVRAGE	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 5 – DURÉE ET DÉLAI D’EXÉCUTION	3
ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION DU TITULAIRE	5
ARTICLE 8 – GROUPEMENT D’OPÉRATEURS	5
ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 10 – AUTRES INTERVENANTS.....	7
ARTICLE 11 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
ARTICLE 12 – ABSENCE ET REMPLACEMENT DU PERSONNEL.....	9
ARTICLE 13 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ	9
ARTICLE 14 – GESTION DES DÉCHETS	9
ARTICLE 15 – ORDRES DE SERVICE	10
ARTICLE 16 – PROLONGATION DU DÉLAI D’EXÉCUTION	10
ARTICLE 17 – INTERRUPTIONS POUR INTEMPÉRIES	11
ARTICLE 18 – CONDITIONS GÉNÉRALES D’EXÉCUTION	11
ARTICLE 19 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	16
ARTICLE 20 – GARANTIES	17
ARTICLE 21 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX	18
ARTICLE 22 – PRIX	18
ARTICLE 23 – RÈGLEMENT.....	21
ARTICLE 24 – SUSPENSION EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES.....	24
ARTICLE 25 – CLAUSE DE RÉEXAMEN	24
ARTICLE 26 – PRESTATIONS SIMILAIRES	25
ARTICLE 27 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	25
ARTICLE 28 – ASSURANCES	25
ARTICLE 29 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	26
ARTICLE 30 – PÉNALITÉS	26
ARTICLE 31 – FORCE MAJEURE	28
ARTICLE 32 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	28
ARTICLE 33 – RÉSILIATION	28
ARTICLE 34 – DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	29
ARTICLE 35 – DIFFÉRENDS.....	30
ARTICLE 36 – DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DES MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX	30

ARTICLE 1 – MAÎTRE D’OUVRAGE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE SEINE-ET-MARNE
(Ci-après dénommée « CCI Seine-et-Marne »)
1 avenue Johannes Gutenberg – Serris
CS 70045
77776 Marne-la-Vallée cedex 4
Représenté par M. Jean-Charles HERRENSCHMIDT, Président

Type d'organisme : Etablissement public administratif de l'Etat

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux de réduction des consommations d’énergie finale dans le cadre de l’objectif 2030 du décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 (« décret tertiaire »), pour les bâtiments du site d’Avon de la CCI Seine-et-Marne.

Lors de la notification du marché, le maître d’ouvrage communique au titulaire les coordonnées du service chargé du suivi de l’exécution des prestations.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Les prestations font l’objet d’un lot unique défini comme suit : Isolation des planchers bas.

ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire en application de l’annexe 2 à l’acte d’engagement – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F).

ARTICLE 5 – DURÉE ET DÉLAI D’EXÉCUTION

Le marché est conclu à compter de la date de sa notification (commencement d’exécution) jusqu’à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

Le délai d’exécution des travaux, incluant l’approvisionnement, l’installation, les études d’exécution, les aléas de chantier, le repliement et la remise en état des lieux, est de 10 mois à compter de la date de notification du marché, hors interruption liée à la période des examens organisés par le centre de formation.

La période d’exécution des travaux est prévue de janvier 2026 à novembre 2026.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l’article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous (documents particuliers et documents généraux), dont seul l’exemplaire conservé par le maître d’ouvrage fait foi.
Leurs stipulations s’appliquent de manière cumulative et, en cas de contradiction entre elles, prévalent selon l’ordre de priorité décroissant suivant :

Documents particuliers

1. L'Acte d'Engagement (AE) signé par le représentant habilité de chaque partie et comprenant l'annexe 1 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement (incluse dans l'acte d'engagement) ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) « LOT – ISOLATION DES PLANCHERS BAS » ;
4. Le C.C.T.P relatif aux autres lots de l'opération, ainsi que le tableau des limites de prestations ;
5. Les plans architecturaux et techniques ainsi que les annexes éventuelles ;
6. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
7. Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT) ;
8. Le Plan Général de Coordination (PGC) ;
9. Les plans géomètre ;
10. Les rapports de repérage avant travaux ;
11. Le rapport d'audit énergétique ;
12. Le planning prévisionnel des travaux ;
13. Le Plan d'Installation de Chantier (PIC) ;
14. Les actes modificatifs et actes de sous-traitance postérieurs à la notification du marché, ainsi que leurs annexes ;
15. Les ordres de service émis postérieurement à la notification du marché au titre de son exécution ;
16. Les mémoires technique et environnemental relatifs aux dispositions prises par le titulaire pour l'exécution des prestations, lorsque celles-ci ne sont pas contraires aux précédents documents.

Documents généraux

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG Travaux)
- L'ensemble des lois, décrets et textes réglementaires en matière de droit du travail, prescriptions de l'inspection du travail et organismes professionnels (OPPBTP, ...)
- Les règlements d'accessibilité et de sécurité applicables aux établissements recevant du public
- Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux concernant les ouvrages objet du présent marché, l'ensemble des normes applicables telles que Euro codes, NF-DTU, AFNOR et toutes normes homologuées reconnues comme équivalentes, avis, règles de calcul applicables, ...

Les documents généraux ci-dessus ont valeur contractuelle et sont réputés être connus du titulaire, bien qu'ils ne soient pas matériellement annexés au présent marché.

Le marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus formalise l'intégralité des obligations des parties.

Ces dispositions prévalent sur les documents échangés préalablement à la signature du marché.

En particulier, sauf accord express de la CCI Seine-et-Marne, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire n'a de valeur contractuelle, telles que (non exhaustif) : conditions d'achat et de vente, mentions figurant sur les factures, etc.

Aussi, le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance des lois,

réglementations, normes et, de manière générale, de tout texte intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION DU TITULAIRE

En application de l'article 3.4 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Ce(s) représentant(s) est (sont) réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dans les délais requis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire notifie sans délai au maître d'ouvrage toute modification survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Toute modification concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification du présent marché et jusqu'à la fin de son exécution, les attestations et documents exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).

Les attestations et documents doivent être déposés par le titulaire sur la plateforme mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Sous peine de résiliation, les attestations et documents sont transmis dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 – GROUPEMENT D'OPÉRATEURS

En application de l'article 3.5 du CCAG Travaux, le membre du groupement désigné comme mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage pour l'exécution du présent marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage, jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de chacun des autres membres du groupement.

La forme du groupement et la répartition des prestations sont précisées dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est régie conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

A ce titre, il est rappelé que la sous-traitance de la totalité de l'exécution des prestations est interdite.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de la totalité du présent marché.

En application de l'article 3.6 du CCAG Travaux, le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie du marché demande au maître d'ouvrage d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation doit préciser la répartition du montant des prestations faisant l'objet de la demande.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance, à savoir l'annexe à l'acte d'engagement ou le formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance »¹, accompagné des attestations, déclarations et renseignements justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »¹, dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés
- ✓ L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions émanant de l'organisme chargé de leur recouvrement et datant de moins de 6 mois
- ✓ L'attestation de souscription des déclarations fiscales et de paiement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée, émanant des services fiscaux
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
- ✓ Les attestations d'assurance en cours de validité établissant l'étendue des responsabilités garanties
- ✓ La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail, le cas échéant
- ✓ Un document mentionnant le numéro SIREN du sous-traitant
- ✓ Une présentation des capacités du sous-traitant :
 - Capacités professionnelles : certificats de qualifications professionnelles et prestations équivalentes réalisées au cours des trois dernières années (références)
 - Capacités techniques : moyens humains et moyens techniques que le sous-traitant dispose pour l'exécution de marchés équivalents
 - Capacités financières : chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices

Dès réception de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire communique au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Il est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut, il encourt une pénalité dans les conditions définies à l'article 3.6.1.5 du

¹ Formulaire disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

CCAG Travaux.

En outre, le marché peut être résilié pour faute du titulaire :

- En cas de recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé ;
- Si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

ARTICLE 10 – AUTRES INTERVENANTS

Le maître d'ouvrage communique la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives.

▪ **Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement **bureau d'études TW INGENIERIE et l'agence d'architecture ATW**, représenté par Mme LEDIEU.

Adresse : 233 rue des Molettes – ZAC du Chevalement 59286 ROOST WARENDIN

Téléphone : 03 27 97 81 60

Courriel : melissa.ledieu@tw-ingenierie.com

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments visés à l'article R2431-5 du code de la commande publique (mission de base) ainsi que les éléments complémentaires suivants :

- Diagnostic (DIAG)
- Etudes d'avant-projet (AVP)
- Etudes de projet / Dossier de consultation des entreprises (PRO/DCE)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)
- Etudes de synthèse (SYNTH)
- Direction de l'exécution des marchés publics de travaux, examen de la conformité et visa des études d'exécution établies par un ou plusieurs opérateurs économiques chargés des travaux (DET/VISA)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR/GPA)
- Vérification des dossiers des ouvrages exécutés et mise à jour des plans (DOE)
- Simulation thermique dynamique et Simulation énergétique dynamique (STD/SED)

▪ **Contrôle technique**

Le maître d'ouvrage est assisté par le groupement **SOCOTEC SAS / SOCOTEC ENVIRONNEMENT**, représenté par Mme PESTANA ABREU.

Téléphone : 06 17 98 52 20 / 01 64 79 87 40

Courriel : lucia.pestanaabreu@socotec.com

Conformément à la norme NF P 03-100 du code de la construction, la mission type de contrôle technique comporte les phases suivantes concrétisées par :

- Le Rapport Initial de Contrôle Technique, après examen des documents de conception ;
- La formulation d'avis, après examen des documents d'exécution ;
- La formulation d'avis, après examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis à son contrôle ;
- Le Rapport Final de Contrôle Technique, avant la réception ;
- A la demande du maître d'ouvrage : La formulation d'avis sur des travaux de parachèvement pendant la période de garantie de parfait achèvement.

▪ **Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)**

Le maître d'ouvrage est assisté par la société **COBAT-COPREV**, représentée par M. KINGUENGUY.

Téléphone : 07 71 50 08 98 / 03 61 19 12 89

Courriel : a.kinguenguy@cobat-coprev.fr

Il est conféré au coordonnateur SPS l'autorité nécessaire, notamment pour :

- Recueillir auprès du maître d'ouvrage et du titulaire du présent marché tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission lesquels lui sont fournis à titre gracieux ;
- Prescrire les solutions ou modes opératoires de nature à supprimer ou à diminuer les risques engendrés par la réalisation des travaux sur l'ouvrage ou pour les interventions ultérieures ;
- Arrêter les travaux sur chantier s'il le juge utile en cas de survenance de danger grave imminent.

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, de coordination et pilotage du chantier (OPC) sera précisé dès sa désignation par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 11 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire du présent marché respecte l'ensemble des obligations résultant de l'article 6 du CCAG Travaux.

A ce titre, le titulaire est tenu à la stricte application de la législation sociale, de la réglementation du travail et des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du marché qu'à la suite de leur éventuelle modification.

Les travailleurs étrangers sont munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de dispositions législatives, réglementaires, de traités ou accords internationaux en vigueur.

En cas de détachement temporaire de salariés par une entreprise non établie en France, l'employeur se conforme aux dispositions des articles L1262-4 et suivants du code du travail.

Avant le début du détachement, l'employeur transmet au maître d'ouvrage les éléments attestant du respect des obligations mentionnées aux I et II de l'article L1262-2-1 du code du travail, en matière de déclaration préalable à l'inspection du travail et de désignation d'un représentant sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents pendant la durée de la prestation.

Le titulaire établit et tient à jour un registre exhaustif des travailleurs employés sur le chantier.

Ce registre est mis à disposition du maître d'ouvrage et de toute autorité compétente et doit être à tout moment conforme à la réalité des effectifs.

Chaque travailleur doit être muni d'une carte d'identité professionnelle, des vêtements de travail et équipements de protection adaptés.

Le titulaire a l'entière responsabilité de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

Il est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer

aucun recours contre le maître d'ouvrage en cas de condamnation encourue par lui ou ses préposés.

Le personnel du titulaire et de ses sous-traitants est tenu de respecter les consignes de sécurité et le règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire est tenu, sous sa responsabilité, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents à l'égard de son personnel et de celui de ses sous-traitants, du personnel du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, ainsi que des tiers.

ARTICLE 12 – ABSENCE ET REMPLACEMENT DU PERSONNEL

En cas d'absence ou de départ de personnel affecté à l'exécution des prestations, le titulaire doit en aviser par écrit le maître d'ouvrage dans un délai de 48 heures et prendre les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

En cas de mauvaise exécution liée à tout ou partie du personnel du titulaire ou de ses sous-traitants, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement de tout personnel intervenant dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 13 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ

En application de l'article 7 du CCAG Travaux, le titulaire du présent marché veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations, notamment celles générées envers les usagers.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de parfait achèvement, sur simple demande du maître d'ouvrage.

A cet effet, le titulaire prend toutes les mesures permettant de limiter les atteintes à l'environnement, telles que les déchets de chantier, les émissions de poussières et de fumées, les émanations polluantes, l'évacuation des déblais, gravats, ...

ARTICLE 14 – GESTION DES DÉCHETS

En application de l'article 36 du CCAG Travaux, le titulaire du présent marché effectue les opérations de collecte, de transport, d'entreposage, de tris et d'évacuation des déchets créés par les travaux, vers les sites susceptibles de les recevoir conformément à la réglementation en vigueur.

Afin que le maître d'œuvre s'assure de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire fournit les bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier, ainsi que les constats d'évacuation signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas d'absence de production de ces éléments, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire encoure une pénalité en application du présent C.C.A.P. Lorsqu'il est constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets

provenant de la démolition ou de la construction, l'évacuation des déchets est réalisée à ses frais et risques dans les conditions prévues à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

ARTICLE 15 – ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service sont des documents datés et numérotés, délivrés par le maître d'œuvre. Le titulaire du présent marché en accuse réception datée.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, lorsqu'il estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, le titulaire doit les notifier au maître d'œuvre dans un délai de 5 jours à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire qui seul a qualité pour formuler des observations.

En cas de groupement d'opérateurs, les ordres de service sont adressés au mandataire qui seul a qualité pour formuler des observations.

Les ordres de service suivants sont co-signés par le maître d'ouvrage et par le maître d'œuvre et notifiés par le maître d'ouvrage :

- Prolongation de la période de préparation des travaux qui prolonge le délai d'exécution du marché ;
- Prescription de démarrage et date de commencement des travaux ;
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- Modification du programme initial entraînant une modification du projet ;
- Notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- Interruption ou ajournement des travaux

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière donnent lieu à une juste rémunération dans les conditions de l'article 13 du CCAG Travaux.

ARTICLE 16 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution des travaux est impératif et conditionne leur réception.

Le non-respect peut entraîner l'application des pénalités de retard en application du présent C.C.A.P.

En conséquence, toute modification du délai d'exécution des travaux ne peut intervenir qu'après l'accord express du maître d'ouvrage notifié au titulaire du présent marché avant la date initialement prévue pour la réalisation des travaux. Aucune demande de prolongation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

En application de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux, une prolongation du délai d'exécution ou le report du début des travaux peut être justifié lorsqu'une cause qui n'engage pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, à savoir :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Une substitution d'ouvrages aux ouvrages initialement prévus ;
- La survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;

- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

A ce titre, dans le cas où il serait empêché d'intervenir dans le délai contractuel, le titulaire est tenu de faire savoir par écrit au maître d'œuvre, dans les 48 heures, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché et la date à laquelle ces causes sont apparues.

Le titulaire formule dans le même temps une demande de prolongation du délai d'exécution précisant la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le maître d'ouvrage notifie sa décision par écrit dans un délai de 5 jours. Le défaut de réponse dans ce délai vaut décision de rejet de la demande de prolongation.

Le délai prolongé produit les mêmes effets que le délai initialement prévu.

ARTICLE 17 – INTERRUPTIONS POUR INTEMPÉRIES

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

En application de l'article précité, cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée.

Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant le nombre de journées d'intempéries prévisibles fixé à 10 jours qui est inclus dans le délai d'exécution des travaux prévu à l'article 5 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 18 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

18.1 – PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent marché concerne les travaux de réduction des consommations d'énergie finale dans le cadre de l'objectif 2030 du décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 (« décret tertiaire »), pour les bâtiments du site d'Avon de la CCI Seine-et-Marne.

18.2 – LIEU D'EXECUTION ET CONTRAINTES DU SITE

Le lieu d'exécution des travaux est situé à l'adresse suivante : rue du Port de Valvins 77210 AVON

Les travaux portent sur les 7 bâtiments dédiés au centre de formation des apprentis de la CCI Seine-et-Marne (« UTEC »).

- Bâtiment A : Administration
- Bâtiment B : CFA Restauration
- Bâtiment C : Cafétéria
- Bâtiment D : Gymnase
- Bâtiment E : CFA Commerce
- Bâtiment F : Maison du gardien (ou SGI)
- Bâtiment G : CFA Formation continue

18.3 – ETAT DES LIEUX

Préalablement au démarrage des travaux, un état des lieux contradictoire des espaces concernés est organisé par le maître d'ouvrage en présence du maître d'œuvre.

Le titulaire, dûment convoqué, qui n'assisterait pas à cet état des lieux est réputé l'accepter sans réserve, sans pouvoir élever aucune réclamation ultérieure.

18.4 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX OUVRAGES

En application de l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire du présent marché prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers.

Le titulaire assure et veille au maintien de l'affichage de chantier précisant les dates et l'étendue des travaux.

Pendant la durée des travaux, il signale immédiatement au maître d'œuvre toute anomalie pouvant entraîner des dommages corporels ou matériels.

Le titulaire assure, sous sa responsabilité et pendant la durée des travaux, la protection contre les dégradations, dégâts des eaux, vols et incendies :

- Des matériaux et matériels de chantier
- Des installations existantes

Il assure notamment la clôture du chantier pendant la durée des travaux, la signalisation tant intérieure qu'extérieure, ainsi que les frais de gardiennage éventuellement nécessaires.

Les zones de stockage préalablement définies sont sous la responsabilité du titulaire et font l'objet de l'état des lieux contradictoire.

Aucun dépôt n'est établi à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire veille à ne laisser aucun matériel au sein des bâtiments qui doivent être intégralement remis en état de propreté. Pour ce faire, il fait évacuer à ses frais tous les déblais, gravats, débris, ... occasionnés par le chantier.

Le titulaire est responsable du nettoyage quotidien après travaux.

Le titulaire aménage les installations de chantier et lieux de vie conformément à la réglementation. La mise à disposition des locaux, points d'eau et sanitaires est assurée par le maître d'ouvrage, les branchements sont à la charge du titulaire.

18.5 – MODALITES D'EXECUTION

18.5.1. – Période de préparation – approvisionnement

La période de préparation du chantier et d'approvisionnement des matériaux est comprise dans le délai global d'exécution.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation est fixée à un mois à compter de la date définie dans l'ordre de service prescrivant le démarrage de cette période.

Il est procédé, au cours de cette période par les soins du titulaire du présent marché, à l'établissement du dossier technique de chantier comprenant notamment les plans d'exécution, sur support informatique au format .dwg et sur support papier, ainsi que les documents suivants :

- Liste prévisionnelle des documents d'exécution avec date de transmission au

- maître d'œuvre, en cohérence avec le planning prévisionnel des travaux
- Définition des temps unitaires de chaque tâche et nombre des équipes prévues
- Présentation et demande d'acceptation de chaque sous-traitant
- Etablissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé
- Etablissement du projet des installations de chantier et mise en place de ces installations
- Direction et conduite du chantier : désignation du responsable pouvant être contacté pendant toute la durée du chantier, du responsable de l'autocontrôle et établissement du processus d'autocontrôle, de l'équipe chargée des études d'exécution

Le titulaire transmet son projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévu à l'article 28.2 du CCAG Travaux 10 jours au plus tard avant la fin de la période de préparation.

Chaque entrepreneur (y compris co-traitant et sous-traitant) établit un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Ces plans sont transmis au coordonnateur SPS 10 jours au plus tard avant la fin de la période de préparation, et avant toute installation sur site.

18.5.2. – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application notamment des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Le titulaire transmet directement au coordonnateur SPS :

- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Le nom et les coordonnées de chaque sous-traitant quel que soit son rang et, à la demande du coordonnateur SPS, le contrat de sous-traitance afférent ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération avec le coordonnateur SPS.

Il vise toutes les observations consignées dans un registre journal et donne suite, pendant toute la durée d'exécution des prestations, aux avis, mesures ou observations préconisés par le coordonnateur SPS.

Le titulaire s'engage à introduire dans chaque contrat de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

18.5.3. – Plans d'exécution – notes de calculs – études de travail

La totalité des plans d'exécution des ouvrages (notamment plans de façonnages, d'atelier et de chantier) et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire, conformément aux spécifications techniques générales décrites dans le C.C.T.P. L'ensemble de ces documents étant transmis au maître d'ouvrage en deux exemplaires, dont un dématérialisé, et au maître d'œuvre.

En application de l'article 29.1 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents établis

par le titulaire est soumis au visa du maître d'œuvre 10 jours au plus tard avant la fin de la période de préparation.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent C.C.A.P.

Le visa est une vérification de principe des exigences du projet et des clauses du marché. Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la réalisation des ouvrages soumis à ce visa (y compris les erreurs de graphisme et de calcul).

18.5.4. – Etat récapitulatif

Un état récapitulatif d'approbation ou d'observations établi par le maître d'œuvre répertorie l'ensemble des documents d'exécution transmis par chaque entrepreneur.

18.5.5. – Réunions d'avancement des travaux

Une réunion de chantier hebdomadaire est organisée sur site.

Un référent du titulaire pour chaque lot doit obligatoirement assister à cette réunion.

18.5.6. – Repliement et remise en état

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, le titulaire doit avoir procédé au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements occupés par le chantier.

18.6 – ORGANISATION ET SECURITE DU CHANTIER

18.6.1. – Organisation collective et matérielle du chantier

Les installations de chantier sont positionnées dans l'emprise du site.

Le titulaire du présent marché doit établir, avant toute intervention sur site, le plan de ses installations de chantier précisant leur situation, la sécurité de leurs accès, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement, ainsi que la date de leur réalisation garantissant des conditions d'hygiène adaptées aux effectifs présents sur le chantier.

Ce plan est transmis au maître d'ouvrage, maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

A défaut, le titulaire encourt une pénalité dans les conditions définies au présent C.C.A.P.

Après approbation du plan, le titulaire procède à la réalisation de toutes ses installations.

En application de l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Il a la charge de tous les éléments de protection et de signalisation de ses installations (agrès, échafaudage, bungalows, ...), ainsi que de protection des tiers par la fourniture et la pose de clôtures de chantier, barricades, etc. conformes aux normes en vigueur.

Il doit assurer leur maintien en parfait état pendant toute la durée du chantier.

Il est tenu d'organiser le libre accès au chantier, à tout moment, au maître d'ouvrage,

au maître d'œuvre et à l'ensemble des intervenants mentionnés dans le présent C.C.A.P.

18.6.2. – Respect des instructions

Le titulaire est responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombe de sélectionner les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération, notamment :

- La nature et le type de matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation
- Le type de pose
- Les conditions particulières de l'opération
- La compatibilité des matériaux entre eux

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'ouvrage, le titulaire est tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire, il formule, par écrit, les observations qu'il juge utile au maître d'ouvrage qui prend alors toutes décisions à ce sujet.

Le titulaire ayant suppléé par ses connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes du présent C.C.A.P, aucune réclamation ne peut être admise remettant en cause les prix fixés à la notification du marché.

Les divergences d'interprétation que pourraient soulever certaines dispositions du présent C.C.A.P ou de la D.P.G.F sont réglées par référence aux règles de l'art et aux dispositions des documents techniques de référence.

Dans tous les cas, le fait pour le titulaire d'exécuter les prescriptions des documents techniques ne peut atténuer sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté de réserve par écrit lors de la remise de son offre.

Par ailleurs, seuls les accès, parcours et locaux désignés doivent être utilisés par le personnel du titulaire et ses sous-traitants.

Il est rigoureusement interdit au personnel de manipuler, pour quelque raison que ce soit, tout appareil, matériel, ... dans les locaux ne faisant pas l'objet des prestations.

18.6.3. – Sécurité et hygiène du chantier

Le titulaire se conforme à l'ensemble des dispositions de la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, leur application relève totalement de sa responsabilité.

Le titulaire instruit son personnel des règles de sécurité, tant générales que particulières. Il est responsable du respect par son personnel du règlement intérieur de l'établissement.

Toutes les dispositions doivent être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

Les abords du chantier ainsi que les zones utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement des terres ou gravois doivent être restitués à la fin des travaux dans leur état de début de travaux. Toutes les dispositions doivent être prises à cet effet. Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires sont supportés par le titulaire.

Il n'est pas prévu de clôture de chantier à l'intérieur du bâtiment.

Toutefois, d'une part, afin de limiter dans la mesure du possible la propagation des poussières et les perturbations du fonctionnement normal et, d'autre part, d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il est demandé de maintenir fermées toutes les portes de communication.

Les entreprises doivent les protections provisoires par films polyanes sur le mobilier et au droit des passages entre zones.
Ces protections doivent isoler les zones de chantier à l'intérieur de l'enceinte au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

18.6.4. – Dispositions relatives au fonctionnement de l'établissement

Le titulaire doit tenir compte des conditions impératives et sujétions de mise en œuvre qui pourraient être fixées suivant les nécessités du fonctionnement de l'établissement.

Celles-ci ne peuvent faire l'objet d'aucune majoration de prix ou indemnité d'aucune sorte s'agissant notamment :

- De restriction ou d'interruption des travaux susceptibles de causer une gêne importante aux heures d'activité de l'établissement (démolitions, déposes, percements, etc.) ;
- De limitation de l'accès des véhicules aux dates et heures définies ;
- De l'organisation des livraisons selon les capacités des zones de stockage ;
- De l'exigence d'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production.

ARTICLE 19 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

19.1 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du présent marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le maître d'œuvre peut demander, à tout moment, les documents justifiant la provenance et la qualité des matériaux et produits.

19.2 – VERIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

19.3 – ESSAIS ET CONTROLES AU COURS DES TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le C.C.T.P.

Les dispositions relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

19.4 – ESSAIS COMPLEMENTAIRES

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, les essais et vérifications complémentaires sont rémunérés soit par application d'un prix de bordereau

- soit sur présentation d'un devis préalable approuvé par le maître d'ouvrage ;
- S'ils sont effectués par un tiers, les essais et vérifications complémentaires sont réglés par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, si les essais et vérifications mettent en évidence un défaut de fabrication ou une malfaçon dans l'exécution des travaux, tous les frais occasionnés par ces essais et vérifications sont mis à la charge de l'entrepreneur, sans préjudice de la remise en état et de l'application des autres clauses du présent C.C.A.P. Dans le cas d'application de réfections de prix, celles-ci sont soumises à l'approbation du maître d'ouvrage.

19.5 – PROCEDES NON TRADITIONNELS

Il est précisé que l'emploi de procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB. En outre, l'entrepreneur doit justifier de l'accord de la Commission Technique des Assurances pour la prise en garantie de ces procédés, produits ou matériaux au titre de sa police individuelle de base.

19.6 – NON-OBTENTION DE PERFORMANCES TECHNIQUES

Le titulaire s'engage à obtenir les performances stipulées dans l'ensemble des pièces contractuelles du présent marché.

Si tout ou partie de l'un ou de plusieurs de ces niveaux de performance n'était pas confirmé par des contrôles, avant ou après réception, le maître d'ouvrage exige la mise en conformité des prestations.

19.7 – RECEPTION

La réception des travaux est précédée des opérations préalables prévues à l'article 41.2 du CCAG Travaux qui font l'objet d'un procès-verbal dressé par le maître d'œuvre, contresigné par le titulaire et transmis au maître d'ouvrage.

Au vu de ce procès-verbal et sur proposition du maître d'œuvre, il est procédé à la réception des ouvrages dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG Travaux. Il n'est pas prévu de réception partielle.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de 5 jours à compter de la date de notification. En application de l'article et 41.6 du CCAG Travaux, au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 20 – GARANTIES

20.1 – GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement, le titulaire est tenu d'exécuter les travaux ou prestations visés qui lui sont prescrits par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre. Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour le maître d'ouvrage, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours pour exécuter les travaux complémentaires et remédier aux imperfections et malfaçons. En application des articles 44.1 et 41.6 du CCAG Travaux, au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

20.2 – GARANTIES PARTICULIERES

Les garanties afférentes à certains ouvrages ainsi que les garanties de fonctionnement de certaines installations sont fixées s'il y a lieu par le C.C.T.P.

ARTICLE 21 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire du présent marché remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DOE contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard.

ARTICLE 22 – PRIX

22.1 – FORME ET CONTENU

Le prix du présent marché est global et forfaitaire.

Le prix TTC s'entend au taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution de la prestation.

En application de l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés :

- Comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer une marge pour risques et bénéfice ;
- Tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations

normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où ils s'exécutent ;

- Avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Notamment, les prix sont réputés comprendre :

- Les frais de main-d'œuvre, y compris ceux exceptionnellement engagés pour réaliser les travaux dans les délais prescrits ;
- Les frais de déplacement et de transport ;
- Les frais de fourniture, de manutention des matériaux et matériels, y compris les échantillons éventuels, ainsi que l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux ;
- Les frais d'essais ;
- Les frais d'assurances ;
- Les frais de coordination dans le cas d'un groupement d'entreprises ;
- Les frais d'installations de chantier et ceux liés aux dispositifs de sécurité, de protection, balisage, échafaudages, ... ;
- Les frais de nettoyage au fur et à mesure de l'avancement des travaux, d'élimination des déchets et tous autres frais de chantier ;
- Les frais d'établissement des PPSPS et mesures particulières de sécurité et de protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- Les frais d'établissement des études d'exécution et de participation à la cellule de synthèse ;
- Les frais résultant des demandes fondées du contrôleur technique et du coordonnateur SPS, tant au cours des études qu'en phase de travaux ;
- Les frais d'établissement de devis en réponse aux demandes de modifications formulées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ;
- Les frais de constitution du DOE et du DIUO ;
- Les frais de reproduction de documents ;
- La participation aux dépenses communes de chantier ;
- De manière générale, toutes les sujétions d'exécution nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Le titulaire du présent marché supporte, sans indemnité ni augmentation de prix, les interruptions de travail nécessitées par le fonctionnement de l'établissement et prend à sa charge les mesures prescrites afin de limiter les nuisances.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) a valeur contractuelle, tant en ce qui concerne les montants inscrits que l'établissement des situations et, le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs ou supplémentaires demandés par le maître d'ouvrage.

Aussi, il appartient au titulaire de mettre en œuvre les quantités nécessaires à la réalisation complète des travaux, dans les conditions définies par le présent marché. Sans caractère limitatif et quelles que soient les éventuelles contradictions, imprécisions ou omissions que pourraient présenter les documents du marché, le titulaire est réputé avoir prévu toutes les adjonctions, modifications, prestations annexes ou de détail nécessaires au parfait achèvement et à la finition des travaux.

Aucun supplément ne peut être admis, sauf s'il fait suite à une décision d'augmentation du montant des travaux en application de l'article 14 du CCAG Travaux et fait l'objet d'un ordre de service du maître d'ouvrage.

22.2 – ACTUALISATION

En application de l'article 9.4 du CCAG Travaux, le prix du présent marché est ferme.

Il est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix final, après négociation éventuelle, et le commencement d'exécution qui correspond à la date de notification du marché.

L'actualisation est réalisée par application du coefficient issu de la formule suivante, arrondi au millième supérieur :

$$C(m) = BT\ 01\ (m-3) / BT\ 01$$

Dans laquelle,

- $C(m)$: coefficient d'actualisation ;
- m : mois de démarrage des travaux ;
- $BT\ 01$: indice national du bâtiment tous corps d'état ;
- au dénominateur : valeur de l'indice au mois de remise de l'offre finale ;
- au numérateur : valeur de l'indice au mois m moins trois mois (conditions économiques antérieure de 3 mois à la date de notification)

22.3 – PRESTATIONS MODIFICATIVES OU SUPPLEMENTAIRES

La réalisation de prestations modificatives ou supplémentaires non prévues au présent marché est notifiée par un ordre de service du maître d'ouvrage.

Le titulaire transmet au maître d'œuvre, dans un délai de 15 jours à compter de sa demande, un devis relatif aux travaux modificatifs ou supplémentaires établi conformément à l'article 22.1 du présent C.C.A.P et auquel sont joints : descriptif technique, notes de calcul, documents graphiques le cas échéant, sous-détail de prix unitaires ou prix repris de la D.P.G.F.

A défaut de transmission dans le délai imparti, le titulaire peut se voir dans l'obligation d'exécuter les travaux selon les prix provisoires arrêtés par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 13.3 du CCAG Travaux.

Après examen par le maître d'œuvre, les prestations modificatives ou supplémentaires sont réglées comme suit :

- Si les prestations concordent avec des ouvrages dont le prix figure dans la D.P.G.F, il est fait application du (des) prix de la D.P.G.F ;
- Dans le cas contraire, les prix provisoires permettant une juste rémunération du titulaire sont arrêtés par le maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Ces prix provisoires sont assortis d'un sous-détail s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition s'il s'agit de prix forfaitaires.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de 15 jours suivant leur notification, il n'a pas présenté d'observation et indiquer, avec toutes les justifications utiles, les prix qu'il propose.

En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

22.4 – AUGMENTATION OU DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Toute augmentation ou diminution du montant des travaux ou résultant d'un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage est réglée en application des articles 14, 15 et 16 du CCAG Travaux.

Sous réserve de l'article 14.4 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de mener à son

terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du présent marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques imprévues, d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou de toute cause de dépassement autre que celles énoncées à l'article 16 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 23 – RÈGLEMENT

23.1 – AVANCE

En application des articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du présent marché, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

En application de l'article R2191-7 du code de la commande publique, la durée du présent marché étant supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

La durée du marché prise en compte pour le calcul du montant de l'avance est fixée à 22 mois (période d'exécution des travaux + période de garantie de parfait achèvement).

En application de l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

23.2 – DECOMPTES MENSUELS, DECOMPTE FINAL ET DECOMPTE GENERAL DEFINITIF – SOLDE

Le règlement des prestations ayant donné lieu à un début d'exécution fait l'objet d'acomptes mensuels et d'un solde, établis en application de l'article 12 du CCAG Travaux.

1) Avant la fin de chaque mois, le titulaire transmet au maître d'œuvre son projet de décompte mensuel en un original.

Le projet de décompte mensuel comporte les mentions suivantes :

- Les références du présent marché et le lot concerné (numéro et intitulé) ;
- La date du projet de décompte mensuel ;
- Le mois d'exécution des travaux ;
- Le nom, l'adresse (siège social et adresse de facturation si différente) et le n° SIRET du titulaire ;
- Les coordonnées bancaires ;
- L'avancement des travaux exécutés précisant, pour chaque poste de la D.P.G.F auquel il se rapporte, le pourcentage d'exécution et le montant qui en résulte ;
- Le montant des approvisionnements constitués et non encore utilisés (prix forfaitaires appliqués aux quantités de matériaux, produits ou composants de construction à prendre en compte), accompagné de tout document justificatif mentionnant au minimum la date de commande, la description

- précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total toutes taxes comprises

En cas de sous-traitance, le projet de décompte mensuel précise la nature des prestations exécutées par le sous-traitant et leur montant total.

Dans tous les cas, il doit être accompagné des pièces justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées.

S'il est incomplet ou non conforme aux mentions ci-dessus, le projet de décompte mensuel est retourné au titulaire et le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la présentation du projet de décompte conforme.

Chaque demande de paiement établie par le titulaire correspond à la partie des travaux exécutée tels qu'ils sont mentionnés dans la D.P.G.F. L'objet des prestations est suffisamment détaillé pour permettre la reconstitution du montant global et forfaitaire.

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après sa régularisation.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans le décompte mensuel n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel qu'il notifie au titulaire et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, cette notification intervient dans les 10 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Le règlement d'un acompte mensuel ne constitue pas une acceptation de la qualité des matériaux ou une renonciation du maître d'ouvrage à faire état de réserves.

Aussi, les approvisionnements et les ouvrages demeurent sous la responsabilité du titulaire.

2) En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, dans un délai 30 jours suivant la notification de la décision de réception des travaux prononcée avec ou sans réserve.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

Le décompte général définitif et le solde du marché sont établis et produisent leurs effets dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG Travaux.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire, le décompte général est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation.

23.3 – RETENUE DE GARANTIE

En application des articles R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique, la retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

La retenue de garantie est prélevée par fraction sur les acomptes et solde dus au titulaire du présent marché.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Ce taux est de 3% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R2151-13 du code de la commande publique.

Le titulaire a la possibilité de remplacer cette retenue par une garantie à première demande constituée en totalité et, au plus tard, à la date de la première demande d'acompte. A défaut, la retenue de garantie est appliquée et le titulaire n'a plus la possibilité d'y substituer une garantie à première demande pour toute la durée du marché.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours après la date de leur levée.

23.4 – FACTURATION ELECTRONIQUE

Chaque facture est transmise par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Les références Chorus Pro sont :

- Identifiant : N° SIRET 18770918300235
- Numéro du présent marché

Note : il est précisé que le maître d'ouvrage n'utilise pas de code service

23.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

En application des articles R2192-12 à R2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé comme suit :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par le maître d'ouvrage.

En cas de litige, il appartient au titulaire du présent marché d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue dans les 30 jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En outre, une indemnité forfaitaire

pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

23.6 – REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ET EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des dispositions de l'article 12.5 du CCAG Travaux.

Les prestations exécutées par un sous-traitant dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage sont réglées dans les conditions définies aux articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du présent marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date.

A défaut de validation du titulaire dans un délai de 15 jours, la demande de paiement du sous-traitant est considérée comme validée.

23.7 – NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

Le présent marché ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans accord préalable notifié par le maître d'ouvrage.

Sur demande du titulaire, le maître d'ouvrage transmet la copie de l'acte d'engagement portant la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

Lors de la demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire est tenu d'établir que le nantissement dont le marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

ARTICLE 24 – SUSPENSION EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

En application de l'article 53.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre tout ou partie des prestations en cas de circonstances imprévisibles et dans les conditions décrites dans l'article précité.

ARTICLE 25 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article 54 du CCAG Travaux, en cas de circonstance imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du présent marché, une procédure peut être mise en œuvre afin d'examiner les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, toute modification du marché fait l'objet d'un avenant précisant les modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Les dispositions du marché peuvent être modifiées sous la forme de clauses de réexamen, dans les hypothèses mentionnées ci-dessous.

- 1) En cas de décision du maître d'ouvrage ayant un impact sur ses conditions d'exécution, telles que cessation d'activité, cession, acquisition d'un

bâtiment, ... ;

2) En cas de modification des conditions économiques :

- Modification de l'environnement économique portant durablement atteinte à l'équilibre financier du marché
- Evénement extérieur aux parties, perturbant durablement ou sensiblement l'organisation des prestations
- Evolution réglementaire ou de toute autre norme externe s'imposant aux parties et entraînant des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et non mesurables à la signature du marché

Dans ces hypothèses, les conditions d'exécution du marché peuvent être modifiées après réexamen par les parties, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de l'exécution du marché.

ARTICLE 26 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires peut être confiée au titulaire du présent marché au moyen d'un ou de plusieurs marchés négociés ultérieurement, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle ces marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 27 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En application de l'article 48 du CCAG Travaux, le titulaire du présent marché accorde au maître d'ouvrage, à titre non exclusif, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les dispositions du CCAG Travaux en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

ARTICLE 28 – ASSURANCES

Le titulaire et tout entrepreneur au titre de l'exécution du présent marché (co-traitant, sous-traitant) souscrit les assurances suivantes :

- Une assurance de responsabilité civile professionnelle (« responsabilité civile et chef d'entreprise ») permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations
- Une assurance de responsabilité civile décennale obligatoire visée à l'article L241-1 du code des assurances, valable à la date de notification et pour les prestations objet du marché.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, le titulaire et tout entrepreneur doit justifier, avant notification du marché ou dans le cadre de la demande d'acceptation d'un sous-traitant, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire et tout entrepreneur doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Dans le cas où, après mise en demeure, il ne serait pas en mesure de satisfaire

cette demande, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché. Le titulaire et tout entrepreneur s'engage à informer expressément le maître d'ouvrage de toute modification relative aux contrats d'assurances qu'il a souscrit.

ARTICLE 29 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG Travaux.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux présentes obligations. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Chaque partie est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du présent marché.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers y compris établis hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur, est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires donnent lieu à un avenant ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Le titulaire est destinataire des seules données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage se conforme à toutes les obligations inhérentes à sa qualité de responsable de traitement s'agissant des données communiquées au titulaire.

ARTICLE 30 – PÉNALITÉS

30.1 – PENALITES DE RETARD

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite par écrit le titulaire du présent marché à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées et le(s) retard(s) concerné(s).

A défaut de réponse ou si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, le maître d'ouvrage applique les pénalités.

Les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités sont fixées selon les dispositions mentionnées ci-après.

- Les pénalités de retard dont le montant total est inférieur à 1 000 euros pour l'ensemble du marché sont applicables, le titulaire n'en étant pas exonéré ;
- Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché.

N°	DÉSIGNATION	MONTANT	MODALITÉ D'APPLICATION
1	Retard d'établissement des plans, notes de calculs, PPSPS et tout document nécessaire à l'organisation du chantier	200 euros	Par jour calendaire de retard

2	Retard d'exécution des travaux (délai d'exécution partiel ou total)	200 euros	Par jour calendaire de retard
3	Retard de communication du contrat de sous-traitance (article 3.6.1.5 du CCAG Travaux)	1/1 000 du montant HT du marché	Par jour calendaire de retard
4	Retard de transmission d'un document d'exécution conforme en application des articles 29.1 et 40 du CCAG Travaux	200 euros	Par jour calendaire de retard
5	Défaut de nettoyage de chantier, d'évacuation des déchets et/ou de remise des documents de suivi des déchets	100 euros	Par constat
6	Retard de repliement des installations de chantier ou de remise en état	Exécution aux frais et risques + pénalité pour retard d'exécution des travaux	Par constat
7	Retard de levée d'une réserve signalée lors de la réception ou de résolution d'un désordre signalé au cours de la période de garantie	500 euros	Par jour calendaire de retard et par réserve ou désordre signalé
8	Retard de remise des documents après exécution	100 euros	Par jour calendaire de retard

30.2 – PENALITE EN CAS D'ABSENCE A UNE REUNION

En cas d'absence non justifiée du représentant désigné à une réunion de chantier ou de coordination, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de : 200 euros par constat

Les pénalités sont comptabilisées en fin de chantier et appliquées sans mise en demeure préalable sur le décompte final.

30.3 – PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DE LA REGLEMENTATION

30.3.1. – En matière d'hygiène et de sécurité

En cas de non-respect des dispositions du présent marché ou des mesures prescrites (PGC, coordonnateur SPS, ...), après mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé par celle-ci, le titulaire encourt une pénalité de : 200 euros par jour calendaire

30.3.2. – En matière de travail dissimulé et de détachement

S'il ne s'acquitte pas de ses obligations fixées par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié ou en matière de détachement, après mise en demeure demeurée sans effet dans le délai fixé par celle-ci, le titulaire encourt une pénalité de : 500 euros par jour calendaire de défaut de transmission des attestations et documents exigés, dans la limite du montant des amendes prévues à titre de sanction pénale.

30.4 – AUTRES PENALITES

En cas de non-respect des instructions concernant les accès et plans de circulation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de : 200 euros par constat

En cas de stockage en zone non autorisée ou de stockage non conforme de matériaux, matériels et produits dangereux, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de : 500 euros par constat

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 31 – FORCE MAJEURE

Aucune partie n'est responsable de la non-exécution partielle ou totale de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil majeure : événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime.

En cas de force majeure dûment déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Elles reprennent dès que les effets de l'événement constituant un cas de force majeure ont cessé, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire du présent marché notifie son impossibilité d'exercer la mission, dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la survenance de l'événement. Dans tous les cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures conservatoires.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas le report de la date d'échéance du marché.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

ARTICLE 32 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 52 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage peut ordonner la poursuite des travaux par un tiers, aux frais et risques du titulaire du présent marché.

ARTICLE 33 – RÉSILIATION

Le présent marché peut être résilié dans les conditions définies aux articles 50 et 51 du CCAG Travaux.

La résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire en cas de non- transmission des documents demandés à l'article 7 du présent C.C.A.P. (Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé), après mise en demeure restée infructueuse dans le délai imparti par celle-ci.

En outre, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire dans les conditions exposées ci-dessous.

- Informé par les services compétents du non-respect des obligations mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail (dissimulation d'activité et d'emploi salarié), le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de se mettre en conformité avec les dispositions précitées.

- Le titulaire doit apporter la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de 15 jours calendaires.
- A défaut, le maître d'ouvrage en informe les services compétents et peut prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire, éventuellement à ses frais et risques.

Par ailleurs, en cas de manquement à l'une des dispositions ci-après en matière de lutte contre la corruption ou de fausse déclaration, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire sans mise en demeure préalable.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales pouvant être intentées.

ARTICLE 34 – DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les parties s'engagent à exercer leurs activités en stricte conformité avec l'ensemble des dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales, en vigueur, en matière de lutte contre la corruption et de trafic d'influence sous toutes ses formes.

Notamment, les parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et, d'une manière générale, toutes les dispositions légales et réglementaires équivalentes ou poursuivant les mêmes objectifs, en vigueur en France.

Conformément aux dispositions de la loi précitée, la CCI Seine-et-Marne a mis en œuvre un dispositif adapté à son organisation interne destiné à promouvoir une culture d'intégrité en son sein. Elle s'est dotée d'un code de conduite anti-corruption accessible sur son site internet.

Le titulaire du présent marché déclare avoir pris connaissance des dispositions du code de conduite anti-corruption de la CCI Seine-et-Marne et s'engage à le respecter.

De ce fait, les parties déclarent sur l'honneur :

- Qu'elles s'engagent à respecter les lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption ;
- Qu'elles n'aient pas fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'à leur meilleure connaissance, aucun dirigeant ni cadre n'a fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'elles n'ont accordé ni n'accorderont, directement ou indirectement, aucun don, cadeau, paiement, rémunération ou avantage quelconque à quiconque en vue ou en contrepartie de la conclusion d'un contrat ou d'une commande ;

- Qu'elles fournissent toute assistance nécessaire pour répondre à une demande relative à la lutte contre la corruption, adressée à l'autre partie, par une autorité dûment habilitée.

ARTICLE 35 – DIFFÉRENDS

Les différends sont réglés selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux.
Le droit français est seul applicable.

Les correspondances et documents relatifs au présent marché sont rédigés en français.

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet des présentes.

Tout différend doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation du titulaire exposant les motifs de ce différend et indiquant le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.
Ce mémoire est notifié au maître d'ouvrage et adressé en copie au maître d'œuvre.

Tout différend qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction de droit public compétente.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Melun
43 rue de Général de Gaulle
case postale n°8630
77008 Melun Cedex

Adresse internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

ARTICLE 36 – DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DES MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

L'article 6 – Documents contractuels déroge aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG Travaux.

L'article 15 – Ordres de service déroge aux dispositions de l'article 3.8.2 du CCAG Travaux.

L'article 18.5.1 – Période de préparation – approvisionnement déroge aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG Travaux.

L'article 19.4 – Essais complémentaires déroge aux dispositions de l'article 38 du CCAG Travaux.

L'article 22.3 – Prestations modificatives ou supplémentaires déroge aux dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux.

L'article 23.2 – Décomptes mensuels, décompte final et décompte général définitif - solde déroge aux dispositions de l'article 12.2.2 du CCAG Travaux.

L'article 28 – Assurances déroge aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG Travaux.

L'article 30.1 – Pénalités de retard déroge aux dispositions des articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG Travaux.